l'éditorial d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1440 - 9 février 1996 - prix : 9 F



Abus de biens sociaux

LES PATRONS ESCROCS VOUDRAIENT



ÊTRE BLANCHIS!

nerseles en production de la companie de la compani

page 5

SOMMAIRE

3 – L'éditorial d'Arlette Laguiller

Politiciens

- 4 Le nouveau président de l'AFP
 - Le PS veut faire parler de lui
 - Chirac aux USA

Leur société

- 5 Le projet de loi pour limiter les poursuites pour « abus de biens sociaux » La hausse du chômage
- 6 La farce de la querelle gouvernement/patronat
- Les mesures « en faveur » des campagnes
- 7 Tensions et violences dans les écoles
- Le RDS, une bonne affairepour la finance
- Vers la restructuration des industries d'armement... aux frais des travailleurs

Dans le monde

- 8 La préparation des
- élections en Espagne - Colombie : le président au bord du précipice
 - Tchad: une journaliste condamnée à mort par des religieux islamistes
- 10 Grande-Bretagne: privatisation des chemins de fer
- Le conclave capitaliste de Davos
 - Algérie: 500 00 travailleurs sans salaires depuis des mois
- Bosnie : l'hypocrite « découverte » des charniers

Dans les entreprises

- **12** Uniroyal (Clairoix-Oise): le patron règle ses comptes
 - · Gigastore (Belfort) et gabegie
- 13 Thomson-Télévision (Angers): fin de la grève de trois semaines
 - Thomson CFS TSI (Toulouse)
- Clécim (Saint-Chamond-Loire) IUFM Créteil

(Val-de-Marne)

Lire

15 – Un témoignage de Mumia Abu Jamal

<u>Dans les élections</u> <u>législatives partielles</u> <u>du 18 février</u>

Des candidats de Lutte Ouvrière

partielles ont lieu le 18 février dans deux circonscriptions, l'une du département des Yvelines et l'autre de Seineprésentera des candidats :

- Pascal Boutet, ouvrier d'entretien à Air France-Orly, sera candidat dans la 13° circonscription de Seine-Saint-Denis

Des élections législatives (Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Marne, Noisy-le-Grand, Gournay) avec pour suppléant Bertrand Helleu, enseignant.

 Pascal Alessandri, postier, Saint-Denis. Lutte Ouvrière sera candidat dans la 2° circonscription des Yvelines (Chevreuse, Vélizy-Villacoublay, Versailles-Sud) avec pour suppléante Claudine Michoux, enseignante.

Réunions publiques de soutien Avec la participation d'Arlette Laguiller



• Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis) Mercredi 14 février à 20 h 30 Salle Marcel-Pagnol, 3, rue du Berry

 Versailles (Yvelines) Jeudi 15 février à 20 h 30 Salle Cadoret de l'Hôtel de Ville, avenue de Paris

Lutte Ouvrière dans votre ville



Venez discuter avec nos militants

Les militants de Lutte Ouvrière seront présents et organiseront des discussions, précédées d'une projection vidéo sous tente :

Samedi 10 février :

MERU (Oise)

Place des Fêtes, réunion-débat à 16 h 30

Samedi 17 février :

LAVAL (Mayenne)

Place du Jet-d'Eau, réunion-débat à 17 h

• AUXERRE (Yonne)

Place de l'Arquebuse à partir de 10 h 30

BLOIS (Loir-et-Cher)

Esplanade Saint-Martin, place Louis-XII, réunion-débat à 16 h

ALBI (Tarn)

à partir de 9 h 30, place Fernand-Pelloutier, réunion-débat à 17 h Lundi 19 février :

• LUNEVILLE (Meurthe-et-Moselle)

de 9 h à 17 h (pendant la Foire Grasse) rue de Lorraine

Samedi 24 février :

 SAINT-OUEN-L'AUMONE (Val-d'Oise) Place Mendès-France (Place du marché devant la Mairie) à partir de 10 h. Réunion-débat à 17 h

• GIVORS (Rhône) Place Henri-Barbusse

L'allocation pour jeune enfant collée au plafond

Jusqu'à présent toute famille attendant un enfant bénéficiait automatiquement d'une allocation mensuelle de 955 F, versée entre le cinquième mois de la grossesse et le troisième mois d'existence de l'enfant. Le caractère automatique de cette allocation vient d'être purement et simplement supprimé. Cette allocation sera désormais plafonnée et seuls les parents dont les revenus seront inférieurs à ce plafond pourront continuer à la percevoir.

Dans tous les cas, le plafond augmente de 2 935 F par enfant supplémentaire. Ainsi, les familles avec un seul salaire et sans enfant ne devront pas gagner plus de 12 229 F. Avec un enfant, le plafond sera de 14 675 F, etc. Les familles monoparentales seront logées à la même enseigne que les familles avec deux salaires : pour le premier enfant le plafond sera de 16 191 F, pour le deuxième enfant, de 18 607 F, etc.

Cela touche le cinquième des familles qui bénéficiaient de cette allocation et, bien sûr, celles dont les revenus sont les plus élevés, mais la plupart sont loin de rouler sur l'or : ainsi, un couple sans enfant où chacun gagne

8 100 F n'aura droit à rien.

Cette nouvelle attaque contre les familles, qui vient après la hausse de la TVA et le RDS, va priver cent mille parents de cette allocation. Mais pour le gouvernement cela représente une économie d'environ 8 milliards de francs. Et pour ce prétendu défenseur de la famille, c'est irrésistible.

J.F.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières pre-mières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les mili-tants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1" janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage: 19 000 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 14 21 65. Commission paritaire des publications nº 64 995.

SOUTENEZ
LUTTE
LUTTE
LUTTE
OUVRIÈRE | Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été
déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à le loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité
déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à le loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité
à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 nº)
France DOM-TOM DOM-TOM, voie aérienne Europe (soit zone postale1) Autres pays, voie ordinaire – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada	300 F 390 F 420 F	200 F	100 F 140 F 100 F
(soit zone 2) - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon,	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
Asie du Sud-Est (soit zone 3) Océanie (soit zone 4) Autres pays, voie aérienne Afrique francophone,	520 F 540 F	270 F 280 F	140 F 140 F
Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2) - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon,	480 F	250 F	140 F
Asie du Sud-Est (soit zone 3) - Océanie (soit zone 4)	540 F 660 F	280 F 340 F	170 F 210 F

BULLETI	N D'ABO	NNEME	NT
NOM:			
	<u> </u>		
ADRESS	E:	••••	
CODE PO	OSTAL et	VILLE	
COMPLÉ	MENT D'	ADRESS	ßE:
Je m'abo	nne à : I	LUTTE C	UVRIÈRE -
LUTTE DI	E CLASSE	E, pour un	e durée de :
/rouge la	nention in	sutile)	
•			
Ci-joint la		ie :	
Règleme – par chèc		re ou post	al à l'ordre de
	RODINS		
			RODINSON,
CCP 68	51 10 R –	Paris.	

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Les nouvelles attaques de Juppé ne laissent pas le choix C'EST SE RÉSIGNER... OU LUTTER!

En décembre, le gouvernement a dû reculer devant la réaction des travailleurs de la fonction publique, en particulier des cheminots, et devant l'ampleur des manifestations qui regroupaient bien d'autres fractions de la population laborieuse, surtout en province.

Le gouvernement n'avait pourtant reculé qu'au bout de trois semaines de grève large-

ment suivie.

Par contre, Juppé n'a pas retiré le RDS, nouvel impôt qui, depuis le 1er février, frappe encore un peu plus les travailleurs. Il a même diminué, depuis, les intérêts du livret A. Il a retiré le bénéfice de l'allocation « jeune enfant » à un certain nombre de salariés, pas forcément très riches.

Et il ne va pas s'arrêter là car la diminution des remboursements de la Sécurité sociale est à l'ordre du jour. Les médecins ne devront pas dépasser une certaine somme de prescriptions dans l'année. Les riches, eux, pourront se payer tous les examens complémentaires voulus, mais les chômeurs ne le pourront pas, ni la moyenne

des salaries. Le gouvernement attaque petit à petit, en évitant d'attaquer de front. On ne va pas se mettre en grève pour 0,5 % de moins sur son salaire alors que nos charges ont été augmentées bien plus que cela dans les dernières années. On ne va pas se mettre en grève parce que ceux qui vont avoir un enfant cette année ne vont peut-être

plus toucher la prime jeune enfant. On ne va pas se mettre en grève pour un retrait de 1 % d'intérêts sur les malheureuses économies que nous pouvions avoir sur un livret A. On ne va pas se mettre en grève parce qu'avant de prescrire un traitement le médecin demandera si on tient à un traitement bien remboursé ou à un autre, non remboursé.

Le gouvernement va ainsi encore et encore, peu à peu, rogner le niveau de vie des travailleurs et augmenter la misère.

Pendant ce temps-là, les subventions au patronat vont bon train.

Par ailleurs le patronat, lui, n'a pas reculé sur les salaires. Les entreprises continuent à augmenter leurs bénéfices, au fur et à mesure que le coût du travail baisse. La main-d'œuvre coûtant de moins en moins cher, les profits augmentent même si le chiffre d'affaires ne le fait pas.

Les grèves de novembredécembre ont fait peur au gouvernement comme au patronat, mais ne les ont pas vaincus.

Alors, il faudra bien qu'un jour nous imposions le contrôle sur la comptabilité des entreprises pour qu'on voie comment et de combien on nous vole. Oui, il faudra imposer la réquisition sans indemnité ni rachat de toutes les entreprises qui licencient en faisant des bénéfices. Oui, il faudra impo-

ser que les bénéfices servent à créer des emplois au lieu de s'investir dans ces capitaux spéculatifs qui jouent contre la monnaie. Oui, il faudra que l'État cesse ses subventions au patronat par dizaines de milliards et qu'il utilise, lui-même, cet argent pour des investissements utiles à la population et créateurs d'emplois. D'abord dans la santé.

Pour cela, il faudra d'autres grèves, d'autres luttes. Des grèves qui jouent aussi un rôle

politique.

Cette semaine, la CGT et la FSU, syndicat de l'Éducation nationale, appellent à des actions diverses et surtout à des manifestations en province et à Paris pour la Sécurité sociale, les salaires et l'emploi.

Ce n'est pas une semaine d'action qui fera reculer le gouvernement. Mais tout comme les journées d'action d'octobre et de novembre 1995 ont préparé la grève, ces actions et ces manifestations peuvent préparer une nouvelle offensive, de nouvelles grèves et manifestations de tous les travailleurs.

Alors cette semaine, participons largement aux actions qui seront organisées et surtout, les 10 et 11 février, aux manifestations qui sont l'occasion de se rencontrer, d'une entreprise à une autre, d'une profession à une autre, et même d'une ville à une autre.



L'Agence France Presse, l'AFP, a un nouveau président, Jean Miot. Un président qui, bien qu'officiellement élu après trois tours de scrutin par le Conseil d'administration de l'AFP, avait déjà été, à en croire la presse, choisi depuis un moment par Jacques Chirac, qui, il y avait quelques semaines, lui aurait lancé publiquement, au cours d'un cocktail, un retentissant : « Je salue le président de l'AFP ».

Le gouvernement a donc fait placer à la tête de la principale agence de presse du pays, celle qui distille aux journaux de l'Hexagone la majorité des nouvelles qu'elles publient, un homme qui lui convenait. L'ancien président, Lionel Fleury, lui, ne convenait sans doute pas assez et les représentants des pouvoirs publics qui siègent au Conseil d'administration l'avaient fait savoir. Est-ce parce que « la couverture » que les journalistes de l'AFP avaient faite de l'affaire de l'appartement de Juppé et des grèves de l'automne dernier, par exemple, avait été jugée trop défavorable à Juppé et trop favorable aux mouvements sociaux? En tout cas, la

presse bien informée l'écrit.

Il ne faut pas croire pour autant que l'ancien président de l'AFP représentait une presse plus « indépendante ».

Comme tous les dirigeants de l'AFP qui l'ont précédé, c'était un homme de la bourgeoisie, au service de ses intérêts généraux et au service de la politique de l'Etat français et leur travail consiste justement à savoir apprécier quelles informations ils doivent privilégier... ou occulter. Mais visiblement, il n'appréciait pas assez Juppé et il aurait donc permis aux journalistes de l'AFP de le mettre en cause.

Mais le gouvernement préfère visiblement une AFP encore plus complètement aux ordres. Et avec le nouveau patron de l'AFP, le gouvernement peut penser avoir plus de garanties. Pour la petite histoire, Jean Miot est luimême locataire de la Ville de Paris. Mais surtout, c'est depuis trente et un ans le fidèle collaborateur de

Robert Hersant, patron de presse bien connu, qui possède le Figaro, France Soir, on ne sait combien de quotidiens régionaux et de magazines divers, qui se sont tous caracté-

risés, par exemple, par leur façon plutôt hostile de présenter le mouvement de l'automne dernier. C'est en outre le président de la Fédération nationale (patronale) de la presse française.

Et dire que l'AFP passe pour l'un des symboles de l'indépendance de la presse, parce que, contrairement à la plupart des organes de presse, elle n'est pas sous le contrôle de grands groupes financiers qui lui imposeraient leur politique! Non, elle est seulement sous le contrôle... du gouvernement!

S.F.

Le Parti Socialiste tente d'occuper le terrain médiatique. Il n'a rien à dire, puisqu'il se dit en quête de programme, mais ça ne l'empêche pas de faire parler de lui en multipliant les séances de préparation de ce fameux programme qui doit sceller la rénovation du parti.

C'est ainsi que, le 1^{er} février, Jospin mettait solennellement en place une commission, formée d'une cinquantaine de ténors du parti, qui doit élaborer un projet de texte sur le thème : « la mondialisation, l'Europe, la France ». texte qui sera présenté au Bureau national, puis au Conseil national, puis aux militants et enfin adopté dans une convention nationale à la fin mars. Le PS a peaufiné un calendrier pour faire parler de ce texte « historique » pendant deux mois! D'autres thèmes doivent suivre...

La commission va travailler en sous-groupes et ce sera l'occasion pour les différentes cliques au sein du PS et surtout pour leurs leaders

RAVALEMENT DE FAÇADE

de faire parler d'eux.

Le PS n'a rien à dire de nouveau, car en 15 ans, depuis 1981, on l'a vu à l'œuvre au gouvernement pendant une décennie, et la droite qui a gouverné pendant 5 ans et gouverne toujours aujourd'hui ne mène pas une politique différente. C'est d'ailleurs bien le problème du Parti Socialiste qui, s'il revient au pouvoir, servira à nouveau loyalement les intérêts de la bourgeoisie, mais qui pour l'instant cherche à se démarquer de la politique du gouvernement en place.

On va donc nous abreuver de phrases creuses sur l'Europe, de discussion sur la monnaie unique et sur la place de la France dans le monde. Et puis, opposition oblige, les leaders du PS vont se gargariser avec l'Europe sociale.

Le PS n'a rien à dire, mais il faut qu'il le dise bien fort pour qu'on ne l'oublie pas et qu'il ait une chance de revenir au gouvernement, en 1998 par exemple. Et, comme tout parti dans l'op-

position, le PS fait mine de réclamer du social en Europe, une politique économique différente de celle qui est menée aujourd'hui, mais aussi de celle qu'il a menée quand il était lui-même au pouvoir. Il se fait maintenant l'apôtre de l'augmentation des salaires, de la protection sociale, de la réduction du temps de travail. Oh bien sûr, il se garde de donner un contenu trop précis à tout cela, car il ne s'agit pas de prendre des engagements précis que les travailleurs pourraient prendre au mot. Il s'agit seulement de leur suggérer qu'ils n'ont rien à perdre à essayer à nouveau un gouvernement de gauche afin d'obtenir leurs voix.

Ces politiciens socialistes, hier encore ministres et responsables des coups portés contre les travailleurs, avec leurs phrases mensongères, ne rêvent que d'une chose : être repris au gouvernement comme larbins des bourgeois.

Dominique CHABLIS



CINÉMA EN V.O.

Afin de ne pas risquer d'y être trop fraîchement accueilli, Chirac a préféré attendre prudemment la fin des essais nucléaires français avant de s'envoler pour l'annonce de la fin définitive desdits essais qui lui a valu les applaudissements les plus nourris lors de son discours devant le Congrès à Washington.

Après la partie « politique », où il a tenté de se poser en représentant de l'Europe, Chirac a accompli le volet « économique » du voyage, à Chicago, en compagnie de Gandois, le président du CNPF, et de plusieurs grands patrons français. Là il a tenu – en américain s'il vous plaît – un discours devant cinq cents « businessmen », car un

bon voyageur de commerce doit toujours s'adresser à ses interlocuteurs dans leur langue. Et de vanter la compétitivité de l'économie française, pas celle du Cognac ou les Etats-Unis. D'ailleurs c'est des parfums, mais celle du TGV, d'Ariane et d'Airbus.

> C'était donc le cinéma des grands jours de campagne. Les Américains, qui en ont vu d'autres, ne serait-ce qu'avec Clinton, ont-ils apprécié la performance du « French President »? On l'ignore. En tout cas, comme le rapporte le Parisien, la première journée américaine de Chirac ne lui a valu qu'une quinzaine de lignes dans le premier quotidien des USA. C'est dur de se faire remarquer, quand on va jouer dans la cour des grands...

> > A.V.

<u>Le projet de loi</u> <u>Mazeaud</u>

QUAND LES PATRONS VEULENT USER ET ABUSER EN TOUTE TRANQUILLITÉ

Depuis plus de six ans maintenant, l'actualité a amené, presque chaque semaine, de nouvelles affaires de corruption impliquant d'abord des hommes politiques mais aussi, et de plus en plus, de grands patrons. En fait, la plupart des patrons de grandes entreprises, Bouygues, Générale des Eaux, Alcatel, Saint-Gobain, etc. ont été mis en examen pour des affaires dites le plus souvent, en termes juridiques, « abus de biens sociaux ».

Le délit d'abus de biens sociaux a été introduit dans la en 1935. Il frappe tous les actes consistant à utiliser les biens d'une société à un usage contraire à son intérêt social. Ainsi l'ancien patron d'Alcatel avait été mis en examen pour des travaux de caractère privé réalisés à ses deux domiciles, mais aux frais de son groupe.

Si charbonnier n'est plus maître chez lui, c'est évidemment une situation inconfortable. Et les patrons, qui ont tous les culots, dénoncent ce

« monstre juridique », « cette arme d'une brutalité inouïe utilisée à plus ou moins bon escient par les juges ». Sans compter que, même si les procédures d'enquêtes sont lentes, il y a toujours le risque, étant donné l'imbrication du monde des affaires, qu'en tirant sur le fil d'une affaire un juge curieux puisse en découvrir une nouvelle.

C'est d'ailleurs une mésaventure de cette sorte qui vient d'arriver au roi du béton, Bouygues, qui collectionne ces temps-ci les entrevues chez le juge d'instruction. Un intermédiaire, ex-membre du SAC, ces hommes de main gaullistes, et reconverti dans les affaires, avait pour fonction de fabriquer des fausses factures à usage des entreprises du bâtiment. Il vient d'impliquer Bouygues en expliquant comment, moyennant un pot-devin à un quotidien proche de Mitterrand, Bouygues avait pu obtenir le marché de la Grande Arche. Le marché de la Très Grande Bibliothèque aurait été « acheté » d'une façon voisine. C'est pour retrouver la tranquillité et le secret qui doit accompagner la recherche consciencieuse d'un profit maximum que, depuis quelques semaines, ces grands patrons ont mis la pression sur les députés pour obtenir une mesure législative leur permettant de ne plus se retrouver ainsi mis sur la sellette.

Et l'expert en lois, le RPR Pierre Mazeaud, propose, depuis quelques semaines, une réforme de ce point de droit, qui augmenterait considérablement les chances des grands patrons de ne pas se retrouver trop souvent chez le juge d'instruction.

Pour les abus de biens sociaux, la prescription est actuellement de trois ans, ce qui dans certains cas, vu la lenteur des procédures et surtout la difficulté à pouvoir enquêter, reste suffisant pour noyer le poisson. Mais pas toujours. Et surtout, inconvénient de taille pour les chefs d'entreprise, ces trois années démarrent à partir du moment où le

délit est découvert, et cela même s'il a eu lieu dix ans auparavant. La loi entend ainsi donner quelques chances au juge de démêler l'écheveau des fausses factures, des sociétés écrans, des fausses comptabilités et autres intermédiaires qui ont pour fonction de rendre aussi hermétique que possible la nature du délit.

Mazeaud propose que la prescription soit doublée de trois à six ans, mais qu'elle commence à partir de la date des faits eux-mêmes. Autrement dit, si cette loi était adoptée, on ne poursuivrait plus un délit intervenu il y a six ans et un jour. Mazeaud explique, sans rire, qu'il ne faut pas embêter les chefs d'entreprise car sinon ils ferment leurs entreprises et cela augmente le nombre des chômeurs.

Évidemment les magistrats qui sont en charge des enquêtes actuellement en cours ont bien compris qu'on piétine leurs plates-bandes et qu'on se propose de clore ainsi un certain nombre d'affaires

délit est découvert, et cela qui importunent de grands même s'il a eu lieu dix ans patrons. Et ils ont commencé auparavant. La loi entend ainsi à protester.

Du côté du patronat, on est officiellement muet. Difficile pour un Bouygues, par exemple, avec trois instructions dirigées contre lui, d'aller protester haut et fort, sans que l'opinion publique ait la forte impression qu'un ultraprivilégié réclame encore un supplément de privilèges. Mais il reste la coulisse.

Et là, on s'active pour que le projet de loi Mazeaud, pourtant très favorable au patronat, le soit encore plus. Les différents cercles de « réflexion patronale » ont donc mandaté des brochettes d'avocats qui font le siège des députés. Dernière nouvelle cependant, le projet serait remis à plus tard, les députés RPR n'estimant pas opportun de le soutenir maintenant. Ce ne serait en effet pas très populaire... Comme quoi, même au RPR, tout le monde n'est pas Mazeaud!

J.F.

Hausse du chômage

LE BILAN DESASTREUX SE CONFIRME

1995 a été retardée sous prétexte de grève des Postes. Mais tout le monde savait qu'ils seraient très mauvais. En novembre et décembre 1995 le nombre officiel des chômeurs, maintenant rendu public, a augmenté de 57 600 et la barre des trois millions à été à nouveau franchie avec 3 019 000 chômeurs. Durant quelques mois en 1994-1995 le chômage avait stagné, et même très légèrement diminué. Cela tenait surtout à la multiplicité des aides distribuées aux patrons en faveur de l'emploi. Mais même cela est bien insuffisant aujourd'hui devant la crise, le recul de la consommation, du niveau de vie, et l'inquiétude générale.

En même temps on entend parler de

licenciements, chez Danone à Seclin et Strasbourg, chez Neyrpic à Grenoble, chez Framatome à Chalonsur-Saône, etc., sans oublier les industries de l'armement. Les patrons seraient « moroses », selon une enquête récente de l'INSEE. Ils s'attendraient à un nouveau recule de la demande au premier trimestre 1996, et par voie de conséquence ils n'ont pas la moindre intention d'embaucher, bien au contraire.

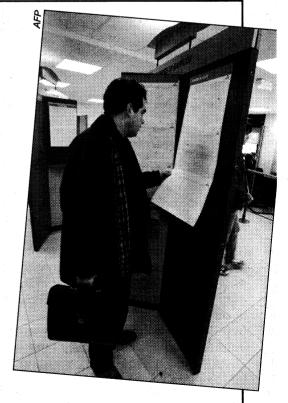
On s'attend donc à un nouvel accroissement du chômage durant les mois qui viennent. Ainsi l'UNEDIC a connu durant la semaine du 15 au 19 janvier un record de demandes d'indemnisation avec 125 000 dossiers déposés. Les chiffres de janvier, lorsqu'on les connaîtra, risquent d'être

La publication des chiffres du chômage pour les deux derniers mois de 1995 a été retardée sous prétexte de grève des Postes. Mais tout le monde savait qu'ils seraient très mauvais. En licenciements, chez Danone à Seclin pires que ceux de décembre. Il n'est pas impossible que l'on dépasse, pas impossible que l'on dépasse, même en chiffres officiels, le record absolu du chômage, atteint fin 1993-début 1994. On n'en est plus très loin.

Pendant longtemps les gouvernements successifs avaient pris l'habitude de désigner les coupables dans « l'héritage » du gouvernement précédent. La droite « payait » ainsi pour la gabegie des socialistes, et inversement.

Mais que dire aujourd'hui? Le régime précédent c'était celui, RPR, de Balladur, lequel avait, par chance, bénéficié d'une stabilisation de la situation.

Cette fois le tandem Juppé-Chirac ne peut même pas invoquer d'autres responsabilités au désastre que les siennes. Car les Chirac, les Juppé, les



Balladur, comme les Mitterrand et les Bérégovoy, ne savent rien faire d'autre que s'incliner devant le chômage et les évolutions économiques qui les dépassent. Pourtant elles ne tombent pas du ciel, mais de décisions des milieux financiers et du grand patronat.

André VICTOR

La polémique gouvernement-patronat à propos du « donnant-donnant »

UNE MISE EN SCENE POUR DE NOUVELLES SUBVENTIONS

A entendre les propos échangés ces derniers temps entre le gouvernement et les représentants du patronat, on aurait presque pu croire qu'il y avait de l'orage dans l'air. Confronté à l'annonce des mauvais résultats du chômage, Chirac a en effet fait semblant de découvrir le problème et accusé « les grandes entreprises d'avoir empoché les bénéfices de la baisse du coût du travail sans contrepartie en termes de créations d'emplois ». De son côté, tout en rappelant que son gouver-

nement avait abaissé « dans des conditions spectaculaires les charges des entreprises lorsqu'elles embauchent des salariés peu qualifiés », Juppé a menacé le patronat de ne pas lui accorder de nouveaux allégements de charges, « s'il n'y a pas de donnant-donnant, c'est-àdire s'il n'y a pas de recrutement ».

Face à ces attaques, les représentants du patronat ont joué les vertus outragées. A commencer par le président du CNPF, Jean Gandois, qui a sèchement demandé au gouvernement de cesser de « dire du mal » des chefs d'entreprise s'il voulait les

mobiliser sur l'emploi, tandis que d'autres voix patronales lui reprochaient sa politique économique, faite de « mesures de saupoudrage, qui n'apportent rien si elles ne se font pas au service d'un objectif clair ».

Ces passes d'armes, par journaux et télévision interposés, ressemblent surtout à une mauvaise farce qui n'a rien d'original. Depuis vingt ans, les gouvernements successifs, qu'ils aient été de droite ou se soient dits de gauche, ont toujours fait semblant de croire qu'en multipliant les allégements d'impôts et de charges sociales, les entreprises embaucheraient. Bien obligés de reconnaître que le chômage ne cessait de croître, ils ont tout aussi régulièrement fait mine de vouloir imposer au patronat des contreparties. A coup de « pactes pour l'emploi », de « contrats emploi-solidarité » ou de « contrats initiative-emploi », ils ont surtout puisé dans les caisses de l'État et des régimes sociaux pour subventionner les entreprises, multipliant au passage les possibilités de recours au travail précaire et à une maind'œuvre bon marché.

Baisse de l'impôt sur les sociétés, plafonnement de la taxe professionnelle, exonération des cotisations sociales et prime à l'apprentissage, l'État a ainsi versé directement ou indirectement des dizaines de milliards aux entreprises, sans qu'elles créent des emplois, bien au contraire. •

En dépit de son cinéma, le tandem Chirac-Juppé n'a d'ailleurs pas l'intention de rompre avec cette politique puisqu'en 1996 il leur offrira encore 52 milliards, sous prétexte de lutter contre le chômage. Quant aux patrons, ils continueront à empocher et à licencier, sans même dire merci à ceux qui sont là pour les servir!

R.M.

EXONÉRATIONS

ET ALLEGEMENTS FISCAUX

VONT FLEURIR

DANS LES CAMPAGNES

Sont ainsi classés « zones de revitalisation rurale » la moitié de la Bourgogne, l'essentiel de la Marne et des Ardennes, la Meuse, une partie de l'Indre, du Cher, des Landes, du Gers, toute la Creuse, la Lozère et le Lot, ainsi que la plus grande partie du Cantal, de l'Aveyron et du Puy-de-Dôme. La liste comprend aussi une grande partie des Pyrénées, des Alpes-du-Sud et presque toute la Corse.

il y a peu pour les banlieues dans le cadre du Pacte de relance pour la ville. Ont été créées à cet effet 700 zones urbaines sensibles, 350 zones à redynamisation urbaine et 30 zones dites franches. Pour les campagnes il n'y a pas de zones franches avouées, mais des décisions qui vont tout de même dans ce sens. Le gouvernement n'ayant pas beaucoup d'idées nouvelles, c'est toujours dans les mêmes sillons qu'il sème les mêmes graines, même si elles ne germeront sûrement pas plus à la campagne que dans les

Sont ainsi prévues diverses

mesures ayant pour but d'attirer en les alléchant d'éventuels patrons. Pour ne citer que les principales, il y aurait une exonération totale de la taxe professionnelle pendant cinq ans pour les entreprises qui viendraient s'installer dans ces zones ou qui s'y étendraient, dont le manque à gagner pour les communes serait pris en charge par le budget de l'État. Un amortissement accéléré des Ces dernières mesures font investissements immobiliers à uite à celles qui ont été prises usage industriel ou commercial serait également prévu, ainsi qu'une accélération de l'allégement des cotisations d'allocations familiales. Une autre mesure est encore à l'étude, elle concernerait l'exonération pendant un an des cotisations sociales à la charge de l'employeur pour les entreprises qui créent des emplois, du 4° au 50° salarié. A propos de cette dernière mesure, aucune compensation par l'État du manque à gagner des organismes sociaux ne serait prévue. Bonjour le trou de la Sécu!

C'est donc encore et toujours des cadeaux aux patrons,

sans aucun doute pas plus probant à la campagne qu'il ne l'est dans les villes. Quelques patrons trouveront sans doute avantage à délocalisation, en fermant ici ou là une entreprise pour la réouvrir dans une des nouvelles zones où ils pourront bénéficier d'exonérations, d'allégements fiscaux... et de plus bas salaires. Mais au final, le problème du chômage restera

ellement à cœur de sauvegarder l'emploi dans les campagnes, il pourrait commencer par prendre des mesures concernant l'agriculture et les services publics

En ce qui concerne les activités agricoles, il pourrait favoriser leur développement, c'està-dire faire le contraire de ce qu'il entreprend aujourd'hui en dépensant des sommes importantes pour que des terres soient mises en jachère. Ce ne sont pas les besoins alimentaires qui manquent de par le monde et en France même. Mais encore faudrait-il produire pour les besoins et non avoir une politique qui et pour un résultat qui ne sera vise à maintenir les cours pour

quelques gros exploitants.

Et puis, en ce qui concerne les services publics il faudrait, là encore, prendre le contre-pied des pratiques actuelles, en refusant par exemple de supprimer, de façon autoritaire et presque systématique, des bureaux de poste, des classes dans les écoles ou des centres de soins. Au lieu de donner de l'argent à fonds perdus aux patrons, l'Etat pourrait développer bien des Si le gouvernement avait infrastructures utiles à la population, et cela créerait à coup sûr des emplois.

> Telle n'est pas la politique du gouvernement. Une fois

Lundi 5 février, Juppé a lancé son plan de sauvegarde des campagnes. Le Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire qu'il préside a pris une série de mesures destinées paraît-il à revitaliser les zones rurales. Ces zones, surtout les zones de moyenne montagne frappées par la désertification et le chômage, couvrent près de 40 % du territoire.

> encore, seuls quelques patrons tireront bénéfices des mesures annoncées; seuls quelques députés et sénateurs de la majorité pourront, un temps, vanter auprès de leurs électeurs les dernières décisions de Juppé. Tandis que, des banlieues aux zones rurales, une grande partie du territoire va peut-être être transformé en zones franches où le patronat pourra embaucher pour moins cher, aux frais de l'État ou aux dépens des salariés... sans même que cela empêche le chômage de croître!

> > **Georges LATTIER**



Leur société

Les tensions dans les établissements scolaires des banlieues pauvres

LE PRIX DE LA MISERE ET DES MESURES REACTIONNAIRES

Agressions, bagarres, racket, menaces, voire menaces de mort entre élèves, altercations violentes, coups, saccages de voiture vis-à-vis de professeurs, de conseillers d'éducation voire de directeurs d'établissements scolaires, saccages de locaux : les collèges, les lycées d'enseignement général ou professionnel des banlieues des grandes villes vivent dans un climat de plus en plus tendu.

Dans divers établissements des enseignants se sont mis en grève pour que les pouvoirs publics prennent des mesures. Ils invoquent à juste titre le manque de personnel, l'absence de formation sérieuse et de moyens pour enseigner d'une façon qui soit plus adaptée à la situation de la jeunesse des banlieues les plus critiques ; ils réclament une réduction de leur charge de travail. Et ils dénoncent le caractère dérisoire des mesures annoncées il y a un an par le gouvernement (fort peu appliquées) et qui, même « renforcées » comme le préconise Bayrou, sont bien loin de répondre aux problèmes.

« Numéro vert » au service des enseignants en difficulté, soutien psychologique à ceux qui ne supportent plus le climat ambiant, embauche de jeunes du quartier pour aider comme des « grands frères » à faire régner l'ordre dans les écoles,

rotation des enseignants jeunes affectés à des postes difficiles, heures de formation pour les futurs enseignants pour leur apprendre la conduite à avoir dans des situations difficiles : tout cela est plutôt dérisoire et on est loin, très loin de ce dont les enseignants ont besoin pour faire face à une situation qui, bien évidemment, dépasse très largement le cadre de l'école.

Car si la vie est de plus en plus dure dans les établissements scolaires de banlieue, si la violence n'est pas seulement le fait de bandes organisées, si son développement dépasse largement les problèmes liés à la drogue, c'est parce que la situation des jeunes des quartiers les plus pauvres est de plus en plus difficile.

C'est vrai sur le plan économique. Si l'on en croit nombre d'enseignants et de médecins scolaires, le chômage des parents, la précarité des emplois,

le nombre croissant de familles dans l'incapacité de faire face aux dépenses minimales de la vie courante font qu'un

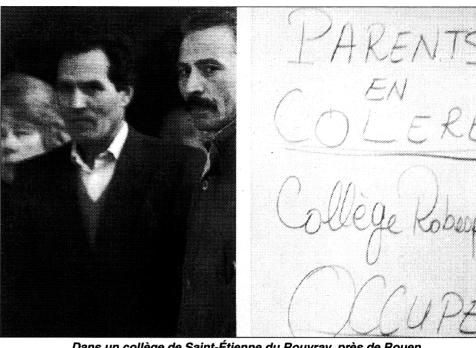
nombre croissant d'enfants et de jeunes ne sont même pas alimentés de façon équilibrée, ni suivis sur le plan médical comme il le faudrait.

Aussi grave sans doute, la misère, l'absence de perspectives ont fait perdre tout espoir dans l'avenir, et tout repère à de très nombreux jeunes. Ils savent que le chômage les attend. Ils savent qu'ils ne veulent pas vivre comme leurs parents et que l'école ne leur servira à rien pour s'en sortir. Et leur désespoir fait d'eux une proie facile pour tous les propagandistes réactionnaires qui exacerbent les réflexes de méfiance, de racisme et d'intolérance et travaillent à diviser cette jeunesse des banlieues où se côtoient des jeunes de nationalités et de culture très différentes.

Aux idées racistes et haineuses vis-à-vis des étrangers que les amis de Le Pen répandent dans les banlieues font écho les comportements intolérants et agressifs des militants islamistes non seulement visà-vis des Européens, mais aussi des ieunes vis-à-vis Maghrébins qui ne les suivent pas. Et ce sont toutes ces ruptures savamment cultivées, toutes ces tensions qui se répercutent et font que toute altercation, tout incident mineur peut dégénérer; au point que tant d'enseignants ont aujourd'hui l'impression qu'à tout moment peuvent se produire des explosions de colère et de haine pouvant prendre n'importe quelle cible.

Alors en effet, il faudrait donner des perspectives à toute cette jeunesse aujourd'hui désespérée par la logique d'un système qui ne lui offre rien, ni pour aujourd'hui, ni pour demain. Mais de perspectives, il ne peut y en avoir d'autre que celle de renverser ce système.

Henriette MAUTHEY



Dans un collège de Saint-Étienne du Rouvray, près de Rouen



Pour les requins de la Finance

combler un tant soit peu le prétendu trou de la Sécurité sociale, le RDS, ce nouvel impôt dit de « remboursement de la dette sociale », commencera par faire passer quelques millions de francs des poches des contribuables dans celles des banquiers.

Officiellement, la dette accumulée du régime général de la Sécurité sociale devrait atteindre à la fin de cette année quelque 250 milliards de francs, avec un déficit de 30

En attendant de servir à milliards pour la seule année 1996. Sous prétexte de se donner les moyens de redresser la situation, le gouvernement a décidé – par ordonnance – le 24 janvier dernier de mettre sur pied un nouvel organisme, une « Caisse d'amortissement de la dette sociale », la CADES. Celle-ci est chargée de gérer le produit du RDS, ce prélèvement de 0,5 % sur l'ensemble des revenus des contribuables et, en attendant, d'emprunter 140 ou 150 milliards de francs d'ici la fin juin afin de com-

mencer à rembourser les déficits. En somme, la CADES, toute chargée qu'elle soit d'éponger une dette, commence par s'endetter elle-même, et pas un tout petit peu...

Pour ce faire, elle ne devrait avoir aucune difficulté. Les prêteurs se bousculeraient même à ses portes tant ils sont sûrs qu'ils seront remboursés rubis sur l'ongle, intérêt et capital. En effet, l'acte de naissance de la CADES a fixé également que ses ressources (à savoir le RDS)

seraient prioritairement affectées au remboursement de sa propre dette, avant même le remboursement de la dette de la Sécurité sociale. L'État s'en porte même garant puisqu'il est précisé dans les textes qu'au cas où la CADES « ne serait pas en mesure de faire face à l'ensemble de ses engagements, le gouvernement soumet au Parlement les mesures nécessaires pour assurer le paiement du principal et des intérêts aux dates prévues ».

Ainsi, avant même d'avoir versé le moindre sou aux caisses de la Sécurité sociale, la CADES commencera à payer des intérêts à ses créanciers, grands financiers des places boursières de France ou d'ailleurs, spéculateurs sur le marché international des capitaux et autres usuriers professionnels. Et c'est ainsi qu'à partir d'un prétendu déficit (celui de la Sécurité sociale), l'État offre une affaire en or à tous ces gens-là.

L.P.

Espagne Avant l'élection du 3 mars

Le 3 mars auront lieu en Espagne les élections législatives, et il y a de fortes chances que la droite l'emporte. C'est du moins ce que semblent montrer les sondages qui depuis plusieurs mois donnent un avantage de 7 à 10 points au Parti Populaire, parti de droite dirigé par Aznar, sur le Parti Socialiste (PSOE), au pouvoir depuis 1982.

Rien n'est joué, bien sûr. Il est toujours possible que se répète le phénomène de 1993, où les sondages avaient été démentis par les résultats réels et où le Parti Populaire avait finalement été battu par le PSOE. Mais tout laisse penser que les événements des deux dernières années, marquées par une succession de scandales politiques et financiers, dans lesquels se trouvent directement impliqués le chef du gouvernement Felipe Gonzalez et tous les milieux dirigeants du PSOE, n'ont pas joué en faveur des socialistes.

En 1993, c'est en alimentant la peur de la droite que le PSOE avait conservé le gouvernement. Il essaie de jouer aujourd'hui la même carte et s'adresse sur ce thème aussi bien à la classe ouvrière qu'à la bourgeoisie.

Une partie de sa campagne consiste d'ailleurs à répéter qu'une victoire de la droite serait un retour en arrière, vers un pouvoir autoritaire, évoquant ainsi un passé dictatorial dont les classes populaires ont tant souffert. Et certainement bien des travailleurs et bien des électeurs, qui ont gardé la haine du passé franquiste, voteront encore PSOE pour cette raison.

Mais les dirigeants du PSOE s'adressent aussi à l'électorat petit-bourgeois conservateur et au patronat, petit et grand, pour les convaincre qu'une nouvelle victoire du PSOE serait un gage de stabilité sociale, en invoquant l'exemple de la situation française, où le retour de la droite s'est

accompagné de mouvements sociaux. Ainsi, ils expliquent que «si ceux du Parti Populaire gagnent, il y aura une explosion sociale comme en France», alors qu'ils seraient, eux les socialistes, les mieux à même d'imposer aux travailleurs des mesures anti-ouvrières.

De leur côté, les dirigeants du Parti Populaire ont choisi d'ancrer leur campagne au



centre. Et ils se présentent comme des modérés, au talent de négociateurs. Aznar a indiqué que, le 3 mars, le Parti Populaire gagnera les élections et que, le 4 mars, il réunira les dirigeants du patronat et des syndicats pour négocier un accord entre les deux parties pour créer des emplois.

Sans doute de tels projets ne créent guère d'illusions parmi les travailleurs, qui ont pu voir que, toutes les fois qu'on leur a parlé de plans et de sacrifices sous prétexte de

APRÈS GONZALEZ, AZNAR?

créer des emplois, les capitalistes ont bénéficié d'avantages supplémentaires sans qu'un seul emploi soit créé. Et ils savent bien qu'avec la droite ce sera pareil. Mais ce langage du parti de droite peut lui valoir du crédit dans



un électorat modéré. Et ce n'est pas pour rien qu'Aznar, le leader du Parti Populaire, avait invité au Congrès de son parti une délégation des Commissions Ouvrières (le syndicat lié au Parti Communiste), à laquelle a participé le numéro un de ce syndicat, Gutierrez. Et quelque brève qu'ait pu être son intervention, cette caution de Gutierrez représentait un atout pour Aznar, dans une campagne électorale où il s'efforce de démontrer qu'il est ouvert à une politique de négociations, de discussions et que l'épouvantail d'une remise en cause de la démocratie est un mauvais procès.

Dans ce contexte, les sondages semblent indiquer une légère augmentation des intentions de vote en faveur de la coalition Izquierda Unida (Gauche Unie), composée essentiellement du Parti Communiste dirigé par Anguita. L'essentiel de la campagne de Izquierda Unida consiste à tenter de convaincre les travailleurs déçus par le PSOE de voter pour un vrai parti de gauche.

Pour répondre aux socialistes, qui disent qu'en retirant des voix au PSOE le Parti Communiste fait le jeu de la droite, Anguita répond que

seul un bon résultat électoral de Izquierda Unida pourrait contraindre le PSOE à faire des alliances avec les communistes plutôt qu'avec les nationalistes catalans. Cela signifie que, quelles que soient ses critiques à l'égard du PSOE, le dirigeant du PC ne voit pas d'autres perspectives pour gouverner qu'une alliance avec le PSOE, qui ne ferait évidemment rien d'autre que défendre les intérêts de la classe dominante, la bourgeoisie.

C'est une perspective d'Union de la Gauche dont, de ce côté-ci des Pyrénées, les travailleurs ont fait l'expérience. Si demain une alliance de ce type se produisait en Espagne, elle ne contribuerait pas plus à protéger les intérêts des travailleurs, mais utiliserait leur vote pour leur lier les mains et leur dire qu'ils doivent accepter des sacrifices supplémentaires.

En Espagne comme en France, les travailleurs n'ont rien à espérer de ces élections et n'ont pas d'autres moyens de se défendre contre le chômage et les attaques de la bourgeoisie que leurs luttes, leurs grèves, leurs manifestations et toutes leurs armes de classe.

Lutte de classe n°17 janvier-février 1996 est parue

au sommaire :

Novembre-décembre 1995 Chronologie du mouvement La grève de la fonction publique

Textes de la Conférence

nationale de Lutte Ouvrière Les relations internationales L'évolution de l'ex-Union soviétique

La crise économique La situation intérieure La campagne des présidentielles et ses suites



Colombie

N PRÉSIDENT AU BORD DU PRÉCIPICE

Rien ne va plus pour Ernesto Samper, le président de la Colombie, élu en juin 1994. Depuis l'été dernier, il est soupconné d'avoir été financé pour sa campagne électorale par les narcotrafiquants du cartel de la drogue de Cali (une ville de Colombie où sont basés les principaux responsables, les «capos», du trafic de drogue depuis la mort d'Escobar). Ils lui auraient remis une somme équivalant à plus de 30 millions de

Jusqu'à présent Samper avait réussi à se tirer de ces accusations en plaidant non coupable. Après l'arrestation du trésorier de la campagne qui avait rencontré les «capos» de Cali, avec l'aval du ministre de la Défense. Fernando Botero, celui-ci avait dû démissionner, en août, mais il avait couvert Samper en disant que celui-ci n'était pas au cou-

rant. Arrêté, le n°2 des «capos» de Cali avait expliqué que les millions remis au trésorier de Samper avaient été versés pour le paiement d'œuvres d'art.

C'étaient les «narcos» au secours du président, en somme. La démission du ministre de la Défense avait déclenché une vague de démissions. Les ministres conservateurs avaient quitté leurs fonctions. Six ambassadeurs avaient démissionné. Un chef de division militaire avait fait valoir ses droits à la retraite. Or le vent vient de tourner. Botero vient de changer d'avis et de déclarer en versant des larmes de crocodile : «Avec une infinie tristesse, je dois dire qu'il était au courant. Je dois même dire qu'il s'est sérieusement compromis dans cette affaire». Et l'ex-trésorier en a remis à son tour en expliquant que Samper lui-même avait mené la négociation financière avec les nar-



cos. Déclarations qui semblent d'avoir tenu la promesse électoengendrer un nouveau mouve- rale sur laquelle il s'était fait ment de fuite : le ministre de la élire : résoudre le conflit avec la

l'avocat du président s'est enfui à l'étranger...

Mais Samper, lui, s'accroche. Et il continue de nier. Pour essayer de tenir, il fait iouer la corde anti-américaine en expliquant que cette campagne est orchestrée par les Etats-Unis qui veulent obtenir l'extradition des «narcos» arrêtés par la police colombienne. Et sa situation est d'autant plus inconfortable que Samper est loin

Santé vient de démissionner et guérilla. En fait, une fois élu, il

a renforcé la présence de l'armée dans les régions où les guérilleros sont présents, ce qui a eu pour effet de raviver les affrontements. D'autre part, il a mené une politique anti-ouvrière qui a plutôt contribué à faire grandir le mécontentement social.

Ernesto Samper

Depuis quelques années, les trafiquants de drogue, avec leurs gains considérables, ont pénétré tous les pores de l'économie colombienne. Ressemblant comme des frères aux capitalistes qui ne vendent pas de cocaïne mais, par exemple, de l'alcool ou du tabac, ils essayent de placer leur argent dans les affaires les plus juteuses et, comme tous les autres capitalistes de la planète, ils se payent des politiciens. Ils les font, et peut-être en ce moment ils les défont. La cocaïne mise à part, on est en terrain connu.

J.F.

Extrait du «Pouvoir aux travailleurs»

Tchad

CONDAMNÉE A MORT POUR AVOIR DÉNONCÉ L'EXCISION

Pour un Salman Rushdie ou une Taslima Nasreen, dont la situation parvient à être largement connue en Occident, il y a sans doute un grand nombre de cas de femmes ou d'hommes, eux aussi victimes de «fatwas» (c'est-à-dire de condamnations à mort) d'imams fanatiques, et qui ne parviennent pas à bénéficier d'une réelle information dans les médias qui pourraient peutêtre jouer un rôle en leur faveur. Ainsi, nous publions article paru dans le mensuel trotskyste Le Pouvoir aux Travailleurs (organe de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes, UATCI, numéro 237 du 7 d'une journaliste de la télévision au Tchad.

«Zahra Yacoub, journaliste à la télévision tchadienne, vient d'être condamnée à mort par l'imam de la mosquée de N'Djamena pour avoir réalisé un film sur l'excision. On lui reproche d'avoir montré dans Dilemme au féminin, qui est passé à la télévision, le sexe d'une jeune fille.

Ce film, qui a fait tant remuer les milieux réactionnaires religieux, a été officiellement commandé par l'UNICEF et le gouvernement tchadien pour sensibiliser les Tchadiens sur l'excision, et si possible épargner à leurs filles cette pratique moyenâgeuse.

Sous prétexte d'avoir offensé la religion musulmane, Zahra vit dans la peur et l'inquiétude depuis la prononciation de la sentence de l'imam (fatwa). Des menaces lui arrivent de partout. Elle a démissionné de son traci-dessous un extrait d'un vail, reste cloîtrée chez elle. Au cours d'une interview accordée à la presse, elle a notamment déclaré : «On dit que j'ai porté atteinte à la dignité humaine (...). J'ai failli craquer. Cela peut me marquer toute ma vie.»

On ne sait pas si l'UNICEF janvier 1996), à propos a pris parti pour la victime Zahra. Quant au gouvernement tchadien, trop sensible à tout ce qui touche la religion, il n'a pas osé aller à l'encontre de la sentence prononcée par l'imam.

Heureusement que d'autres voix se sont élevées contre cette sentence. Au Tchad même, des lettres de soutien à Zahra arrivent à la radio-télévision de presque tous les coins. Les journaux les plus importants, comme N'Djamena Hebdo. Tchad et Culture, ont consacré des pages pour soutenir Zahra; des poèmes sont écrits pour saluer le courage de cette jeune femme qui a osé affronter les milieux réactionnaires religieux.

Au Sénégal, une association de femmes a envoyé une lettre de soutien à Zahra et un communiqué en France, pour informer d'autres femmes sur le sort de Zahra.

Zahra Yacoub a raison de dénoncer l'excision, une pratique barbare moyenâgeuse très répandue au Tchad, qui touche tous les milieux sociaux : animistes, chrétiens, musulmans. Les jeunes filles qui atteignent l'âge de l'excision sont arrachées à leurs familles pour un certain temps. A leur retour, on organise des fêtes.

Au nom de la tradition, on pousse les jeunes hommes à n'épouser que des filles initiées; on oblige de cette façon les jeunes filles à aller se faire exciser. (...)

La pratique de l'excision n'est pas un phénomène typiquement tchadien. Il existe dans toute l'Afrique. Il faut le combattre. Et les femmes qui, individuellement ou collectivement, s'élèvent contre cette pratique barbare ont le soutien des révolutionnaires communistes.»

Dans le monde

Grande-Bretagne

RETOUR DES « COW-BOYS » **DU RAIL**



ET MENACE DE RÉGRESSION **SOCIALE**

Après des années de reculs et rebondissements, le gouvernement Major a fini par fixer l'heure H de la privatisation du rail: dimanche 4 février à 2 h du matin. L'opération était surtout symbolique, sans doute, puisque seules trois des 25 compagnies privées de transport passagers prévues par le plan de privatisation devaient être lancées ce jour-là. Néanmoins, l'heure H devait voir le premier train « privé » qui ait jamais roulé sur une voie de chemin de fer britannique depuis près d'un demisiècle.

En fait de train, l'express Fishguard-Londres de 1 h 50, la principale liaison entre la capitale et la République d'Irlande, a fait son entrée dans l'ère du privé sous la forme d'un... autocar, du fait des sempiternels travaux du week-end sur les voies. Quant au Twickhenham-Londres de

4 h 50, dans lequel une armada d'officiels avait pris place pour sabler le champagne, s'il a décroché la médaille de deuxième train privé de l'histoire moderne, c'est uniquement parce qu'à compter de ce jour le service de 4 h 00 a disparu des horaires.

La nouvelle « mafia » du rail

Mais tout cela n'était encore que peccadilles comparé au scandale survenu la veille du jour J à propos du troisième opérateur privé qui devait prendre le contrôle de la ligne Londres-Tilbury-Southend (LTS), dans l'est londonien, qui reste dans le secteur public.

Entreprise Business, la compagnie privée créée pour acheter les droits d'exploitation de cette ligne, est un « management buy-out », c'est-à-dire que ses propriétaires sont les directeurs de la ligne, grâce à un prêt collectif souscrit auprès d'un consortiùm bancaire. Or la veille du jour J, un contrôle de routine révélait que les directeurs en question se livraient depuis deux mois à un trafic tout à fait illégal de tickets, dans le seul but de priver le métro lon-

donien d'une partie des revenus qui lui étaient dus. D'où le scandale et le report sine die de la privatisation de LTS.

La fraude ne portait, dit-on officiellement, que sur une somme relativement minime (environ 600 000 F), mais elle reflète néanmoins un pro-

blème bien plus général, conséquence directe du processus de privatisation, avant même que celle-ci soit effectivement réalisée. Car, faute de pouvoir trou-

ver acquéreur pour l'ensemble des chemins de fer, le gouvernement les a « saucissonnés » en de multiples compagnies et sous-compagnies (plus de 200 au total) destinées à être privatisées séparément. Or toutes ont besoin de s'acheter des services mutuellement pour exister et de partager au moins en partie leurs revenus. Ainsi les opérateurs de services passagers doivent-ils louer leurs trains à trois compagnies dites ROSCOs qui possédent l'ensemble du matériel roulant. Ils doivent acheter l'usage des voies et de la signalisation à 13 compagnies (dites BRISCOs), celui des transmissions inter-gares et avec les trains à BR Communications, celui des équipes de maintenance matériel à trois compagnies (dites TESCOs), celui des gares et locaux divers dont ils ont besoin à RailTrack ou à un autre opérateur, etc.

Et bien sûr, comme la plupart des tickets vendus, et en particulier les divers équivalents des cartes oranges françaises, sont valables sur le réseau de plusieurs opérateurs. ceux-ci doivent se partager le produit de leur vente suivant

des formules d'une complexité indescriptible. Dans ces conditions, la fraude qui vient d'éclater au grand jour n'est que la partie visible d'un iceberg de sur- et sous-facturation et autres entourloupes entre les diverses compagnies, qui se monterait déjà, selon certaines estimations, à plus de dix milliards de francs.

Ces aspects mi-vaudevil-

Des conséquences encore difficiles à mesurer

lesques mi-kafkaïens pourraient prêter à rire si, derrière, il n'y avait pas des conséquences sociales prévisibles, dont l'ampleur est encore difficile à mesurer.

Pour l'instant, les suppressions de services annoncées par les deux nouveaux opérateurs privés sont encore peu nombreuses. Il faut dire que le nouvel horaire de train introduit début janvier en a supprimé tellement qu'il leur serait sans doute difficile d'aller plus loin pour l'instant. Mais déjà l'un d'eux annonce qu'il va réduire son stock de trains de deux unités par ligne. Autant dire que l'annonce déjà bien connue, « Nous sommes au regret d'annoncer la suppression du service XX, faute de train disponible », risque de devenir encore plus fréquente.

De même sur le plan des conditions de travail pour les cheminots. South-West Trains, par exemple, va supprimer les agents d'accompagnement sur tous ses trains, avant même que l'équipement des stations en vidéos et des trains en hautparleurs soit terminé. L'autre opérateur, Great Western. envisage la réembauche individuelle de tous ses conduc-

teurs sur la base d'un nouveau contrat de travail, comportant un allongement des horaires. D'ailleurs les deux nouveaux opérateurs privés ont d'ores et déjà annoncé leur intention de supprimer la moitié de leurs effectifs dans les trois ans à venir. Non seulement ils ne s'en cachent pas, mais ils s'en vantent avec toute l'arrogance des nouveaux riches, tant il est vrai qu'aujourd'hui toute entreprise en bonne santé se doit d'avoir son plan de suppressions d'emplois.

Bien sûr, aucune de ces mesures n'est nouvelle. Les chemins de fer d'État ont largement préparé le terrain sur ce plan, en réduisant les effectifs totaux de plus de 25 % au cours des dix dernières années, et en créant une atmosphère de précarité pour l'ensemble des cheminots. Mais il reste encore à dégager des profits à la hauteur de ceux qu'escompte n'importe quel capitaliste.

Certes, l'État s'est engagé à maintenir ses subventions au trafic passagers, pour un total de 8 milliards de francs par an au moins pour les sept années à venir. Mais, à ce jour, ces subventions n'ont pas même permis d'assurer les investissements les plus urgents, sans même parler de profit. Or si les dividendes ont augmenté de 17,5 % en Grande-Bretagne en 1995, et les profits net de 11 %, ce n'est pas avec quelques économies de bouts de chandelles que les nouveaux opérateurs privés vont satisfaire leurs appétits et ceux de leurs bailleurs de fonds, mais en s'en prenant à la fois aux conditions de transport des passagers et aux conditions de travail des cheminots, au prix, s'il le faut, d'une véritable régression sociale.

François ROULEAU

En conclave à Davos LE MONDE FOU, FOU, FOU DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

Chaque année, depuis vingtsix ans, se réunit dans la station de ski suisse de Davos le « forum économique mondial » qui permet à un certain nombre de dirigeants politiques et économiques, en activité ou en retraite, de venir jouer les gourous de l'économie mondiale,

tout en arrondissant leurs fins de mois (le « consultant » se loue cher). On pouvait y croiser cette année, étranges voisinages, le gouverneur de la Banque de France, le bien nommé Trichet, Raymond Barre (un habitué), Georges Soros, devenu pour les médias le sym-

le, et un petit nouveau... Marc Blondel. Thème officiel: la place de l'Europe dans l'économie globale. Les participants n'ont pu que constater les blocages de l'unité européenne et Soros, qui doit une partie de sa réputation à ses spéculations sur le marché monétaire européen, s'est payé le luxe de reprocher aux politiciens européens leur manque de volonté politique en la matière. Quant à ce que le maître ès-spéculation et le gouverneur de la Banque de France se sont dit entre la poire et le fromage, rien n'en a transpiré jusqu'à présent...

Fidèles au rituel du lieu, les interventions ont consisté en une série d'attaques convenues contre la présence trop forte de l'Etat dans l'économie, ce qui ne manque pas de sel quand cela vient du secrétaire du Trésor américain ou du gouverneur de la Banque de France qui sont autant de représentants de la tirelire de leurs États respectifs. Les autres cibles étaient la protection sociale et les salaires minima qui « décourageraient l'embauche », histoire de sédui-

bole de la spéculation mondia- re les patrons qui rêvent de salaires proches du niveau zéro et de remplacer le salariat par l'esclavage. Blondel l'a relevé pour se justifier auprès de ceux qui s'étonneraient de sa présence: « Ce qui me revient des discussions du forum c'est une pression absolument extraordinaire sur la nécessité, dans le cadre de la mondialisation des échanges, de jeter par-dessus bord tout ce qui est social, considéré comme étant improductif ».

> Le gouverneur de la banque centrale allemande, lui, a vanté les soi-disant « gendarmes » de l'économie mondiale : les prétendus « marchés financiers ». Deux chiffres permettent de mesurer le poids monstrueux pris par la finance dans l'économie mondiale : en 1984, il s'échangeait chaque jour 750 milliards de francs sur le marché des devises. Dix ans après, en 1994, le montant total de ces transactions atteignait 6 250 milliards de francs, plus de quatre fois le budget de la France. En 1988, les produits financiers « dérivés », autre élément de la spéculation finan

cière, représentaient une somme de 36 000 milliards de francs. Fin 1994, ils valaient 150 000 milliards de francs, cent fois le budget français.

Mais cette exacerbation de la spéculation sur un fond de croissance plutôt stagnant n'alarme pas les participants surtout préoccupés de leurs prochaines attaquès contre les travailleurs et les pauvres. Certains, fidèles à leur réputation de prétendus experts, se lancent même dans des pronostics plutôt imprudents. Ainsi, Trichet, qui cherchait à attirer sur le marché français des porteurs de capitaux, a annoncé une croissance de l'économie française de 3 à 3,5 % d'ici à l'an 2000. Rien moins que le double de ce que calculent les instituts de statistiques les moins pessimistes. Et ce tricheur a même prétendu que la consommation des ménages constituerait « l'un des principaux facteurs de stimulation de la croissance ». Cet adepte de la méthode Coué aurait sa place au gouvernement Juppé.

J.F.

Algérie

500 000 TRAVAILLEURS

SANS SALAIRES DEPUIS DES MOIS

mois, les 4 200 travailleurs de l'Entreprise de Construction et de Travaux d'Alger (ECTA) se sont mis en grève le 8 décembre dernier. Après près de deux mois de grève, deux ministres, celui du Travail et le ministre de l'Habitat ont dû se rendre à la Maison du Peuple (la bourse du travail, siège du syndicat UGTA) pour s'expliquer devant l'assemblée des grévistes.

Il faut dire qu'après près de deux mois de grèves, et plusieurs promesses non tenues, les travailleurs de cette entreprise avaient, toute la semaine du 21 au 29 janvier, occupé la place du Premier Mai, devant le siège de l'UGTA. Le samedi 27, 3 000 grévistes, après avoir quelque peu chahuté le secrétaire général de l'UGTA venu calmer les esprits, selon le reportage du journal algérien Le Matin, ont décidé de partir en cortège vers le Palais du gouvernement, vite arrêtés par des cordons de police. Une manifestation prévue pour le lendemain était aussitôt interdite par le ministère de l'Intérieur, au nom de la sécurité, qui sert de bon prétexte. Mais le gouvernement a finalement choisi de reculer. D'autant que le secrétaire général de l'UGTA luimême montait le ton, menaçant d'appeler à manifester tous les travailleurs du bâtiment.

A l'assemblée du dimanche 29, en guise de justification, les deux ministres ont commencé

Sans salaires depuis six par expliquer aux grévistes que échelonné des arriérés... Si leur situation n'était pas particulière à cette seule entreprise du bâtiment de la ville d'Alger, puisque les retards de salaires sont aujourd'hui courants dans la plupart des entreprises du bâtiment, et dans bien d'autres secteurs. A l'échelle du pays plus de 500 000 travailleurs (dont 164 000 dans le secteur du bâtiment) auraient des retards de salaires pouvant aller de 2 mois à 20 mois selon les cas. Belle consolation.

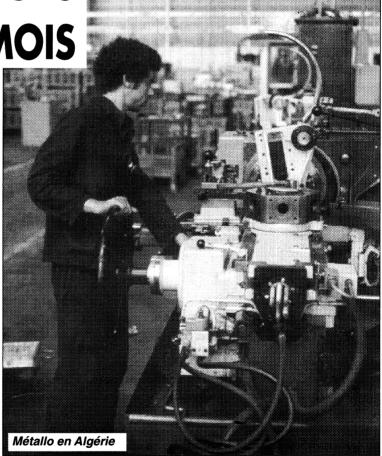
Mais les ministres étaient venus pour promettre d'assurer le paiement, en principe d'ici le 10 février, des arriérés de salaires des 164 000 ouvriers du bâtiment concernés. Certains journaux algériens laissent entendre qu'il ne s'agira peutêtre que du début du paiement

même la promesse est tenue.

En tout cas les grévistes, eux, se sont montrés méfiants en décidant sur-le-champ de poursuivre la grève. Et ils ont, d'après le reportage du journal Le Matin, profité de la présence des ministres pour exiger « le départ de leur directeur général et la désignation d'une commission d'enquête... sur la gestion de l'entreprise. A la suite de quoi et en signe de protestation, ils ont quitté sans prévenir la salle de réunion ».

Et le gouvernement n'en a pas fini avec la contestation sociale, puisque les cheminots qui, après l'échec de négociations avec le gouvernement, devaient à leur tour se mettre en grève.

Olivier BELIN



La menace du chômage pour faire accepter la baisse du niveau de vie

21 janvier, tout en critiquant plus et plus vite. (comment faire moins?) les retards de salaires dans les entreprises du bâtiment, en donne sa raison à lui : la faute en est aux pouvoirs publics « qui ont permis à des entreprises insolvables de pour-

Quant au PDG de l'entreprise de Boulonnerie, Coutellerie et Robinetterie de Sétif, il cherche à en tirer, lui. argument contre les travailleurs de son entreprise, tion du code du commerce ». augmentation de salaire. BCR ».

Le journal El Watan du En clair il aurait fallu licencier D'après le journal Le Matin, il dénonce « les objectifs de certains cercles qui entretiennent ce mouvement », alors que la plupart des entreprises sont dans le marasme et que plus de 500 000 travailleurs sont concernés par en grève depuis le 12 les retards de salaires,

Bref, pour la bourgeoisie d'affaires algérienne, les travailleurs du bâtiment ne devraient pas trop se plaindre de ne pas être payés, puisqu'au moins ils ne sont pas chômeurs, ni ceux de la Boulonnerie de Sétif d'avoir des salaires qui ne leur permettent plus de vivre, suivre leurs activités en viola- décembre pour demander une « contrairement à ceux de puisqu'au moins ils les touchent.



LE PATRON REGLE SES COMPTES

située près de Compiègne qui appartient au trust Continental et compte plus de 1 000 salariés, la direction – depuis la dernière grève de juin 1994 – mène sa guérilla pour se débarrasser de ceux qui ont été les plus actifs dans la grève, de ceux qui s'organisent pour se défendre et rendre les coups, eh particulier des militants CGT, et en première ligne des camarades de Lutte Ouvrière.

Il y a un an, le ministre du Travail autorisait le licenciement de notre camarade Jean-Marc Iskin (en tête sur la liste Lutte Ouvrière aux élections municipales de 1995 à Compiègne, qui recueillait 4,56 % des voix). Dans le même temps, Uniroyal s'opposait à la réintégration de 17 travailleurs, tous des jeunes ex-grévistes, bien entendu, licenciés dans le cadre d'un plan de licenciement prétendu économique, dont même la justice déclarait la procédure non régulière.

Le PDG a eu à rendre des comptes devant le tribunal correctionnel pour avoir commandité une bande de

A Uniroyal, une usine nervis anti-ouvriers pendant le conflit de 1994. Mais il continue néanmoins à attaquer ceux qui résistent, même s'il est tombé sur des travailleurs qui ne lâchent pas non plus de leur côté.

> En effet, malgré cette hargne patronale, décembre dernier, les travailleurs d'Uniroyal ont été nombreux à débrayer et à participer aux manifestations. Ils ont été entre 100 et 200 à défiler dans les rues. C'était les plus gros cortèges de travailleurs du privé dans les manifestations compiégnoises.

Il y a deux semaines, lors d'un débrayage une cinquantaine de travailleurs se sont retrouvés dans les bureaux de la direction pour protester contre une tentative de sanctionner un camarade délégué du personnel. Il faut rappeler que ce camarade était depuis longtemps, lui aussi, sur la sellette avec Jean-Marc Iskin. Le ministre du Travail n'avait pas accepté son licenciement, au grand regret de la direction bien sûr, qui continue donc ses tentatives.

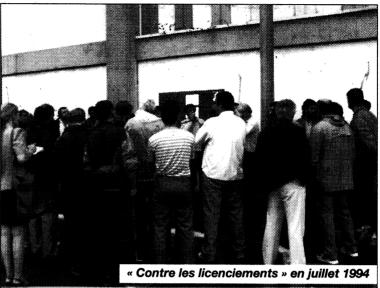
La semaine dernière,

c'était un autre camarade et, avec ses camarades, a tenu délégué CGT, lui aussi licen- une assemblée pour dire ce

cié par la direction il y a qu'il pensait de cette nouvel-

guerre contre les travailleurs. Mais nous ne sommes pas prêts à baisser les bras.

Correspondant LO



quatre ans, mais dont le licenciement avait été refusé à l'époque par l'inspecteur du Travail, puis accepté par le ministre, puis rejeté par le Tribunal Administratif (ce qui lui avait permis il y a deux ans de réintégrer l'entreprise), qui vient d'être re-licencié après avis tout récent du Conseil d'État. Le lendemain de cet avis, il recevait une lettre d'huissier lui interdisant d'entrer dans l'usine. Mais il l'a fait quand même

le bassesse. Un débrayage a eu lieu dans son équipe, le soir même. L'émotion a été grande.

L'écœurement est général devant cette décision. Ce camarade licencié frise les 50 ans. Il aura du mal à retrouver du travail. La direction le sait, mais elle fabrique volontairement des chômeurs. Et surtout, elle règle ses comptes avec une obstination maniaque.

Les patrons mènent la

qué de se féliciter publiquement

de cette prise de position sur le

polémique sur ce sale terrain, le

préfet a refusé l'entrée de ces

travailleurs malais en France.

Depuis, l'URSSAF et la police

ont découvert aussi que quelques techniciens américains

qui travaillaient depuis un mois

pour démarrer la chaîne de production n'étaient pas déclarés;

ceux-ci sont immédiatement

partis, comme ils étaient venus,

avec un visa de tourisme, et fau-

chés. Les 32 stagiaires AFPA qui

devaient aussi figurer parmi les

premiers ouvriers et ouvrières

embauchés n'ont pas commen-

cé leur travail comme prévu le

lundi 5 février, car depuis le

jeudi précédent le patron était

Après quelques jours de

mode nationaliste.

Échos des entreprises À BAS **LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES**

L'accord « Capital Temps » ne va pas tarder à entrer en application.

Pendant des mois, syndicats et direction se sont réunis pour discuter entre autres de la façon de « capitaliser » les heures supplémentaires effectuées.

Discuter de quelle façon vont se faire les heures supplémentaires, alors qu'il y a des millions de chômeurs, il y a là quelque chose de choquant.

Il s'agit là d'une nouvelle déréglementation du droit du travail. Ce sont des droits collectifs acquis par la lutte qui sont remis en cause.

La meilleure réponse à faire à ceux qui s'acoquinent pour signer un tel « accord » c'est encore de ne pas faire d'heures supplémentaires.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault Siège

LE PAP **NE FAIT PAS DE MIRACLES**

La direction nous remet ça avec son PAP, plan d'action pour le progrès. Elle nous redit qu'il faudrait que la qualité s'améliore, et elle cherche à nouveau à nous mobiliser pour cela.

Mais quand on en discute concrètement, elle ne propose aucun investissement nouveau et aucune amélioration de nos conditions de travail. Alors, elle peut aller se rhabiller.

Le PAP de la direction, c'est un peu comme le pape de Rome : tous les deux croient aux miracles, mais ils n'en font pas un seul.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Douai

Beltort

<u>L'affaire de l'usine</u>

<u>GigaStorage...</u>

GABEGIE-STORY

Quand Chevènement, le député-maire de Belfort, et ses amis du Conseil général, ainsi annoncé l'installation d'une usine de disques durs informatiques dans la ville, GigaStorage, c'était disaient-ils tous en chœur une belle victoire de la « relocalisation de l'emploi ». Ils faisaient allusion à la fermeture de Bull en 1992, où 1 500 emplois avaient été supprimés. Le patron de cette future usine. Bisser Dimitrov, trouvé paraît-il en 1994 dans la Silicon Valley aux États-Unis, a reçu un beau pactole. En plus des locaux et ateliers spéciaux, tout neufs et loyer financé par les collectivités locales, celui-ci comportait une prime gouvernementale de 13,5 millions de francs, 4 millions de francs de la Région, paiement des stages de formation par la

Région et l'Assedic, exonération de la taxe professionnelle, etc.

Pour les 270 embauches que l'autre député, de droîte, ont annoncées pour le printemps prochain, toutes les aides possibles ont été accordées à l'avance au patron : contrats CIE, exonération de cotisations sociales, pour un total représentant d'après les syndicats 135 000 F par salarié. Côté conditions de travail, la couleur était aussi annoncée : il faudrait travailler en 3 x 8 pour le SMIC dans les très dures conditions des « salles blanches ».

> Le SMIC, c'était sûrement encore trop pour ce patron chasseur de primes. Sous le prétexte que la production des disques durs devait démarrer très rapidement avec de la maind'œuvre experte, le patron a voulu faire venir, sans autorisation préalable, 47 hommes et Front National qui n'a pas man-

femmes de Malaisie, dont des jeunes filles d'à peine 16 ans, avec l'intention affichée de les payer l'équivalent de 1 000 F par mois et de les renvoyer au bout de quelques mois. Le bus qui transportait les travailleurs a été arrêté à la frontière allemande.

La CGT locale s'est fait entendre, malheureusement pas tant pour dénoncer ces conditions scandaleuses d'embauche que pour distribuer des tracts dans les entreprises criant et écrivant : « La direction de GigaStorage doit embaucher des salariés français! », faisant appel aux chômeurs ex-Bull, tenant conférence de presse devant l'usine, manifestant à la Direction du Travail. Le PCF est allé dans le même sens... en l'occurrence le même que le .

« introuvable » et il n'a pas signé les contrats d'embauche. Cette nouvelle usine, située sur l'ancien site de Bull, financée avec des fonds publics ne servira peut-être à rien, finalement. Mais on imagine très bien comment tout cet argent pris à la collectivité aurait pu servir à créer directement des centaines d'emplois bien utiles dans tous les services publics, municipaux ou départementaux.

Correspondant LO

Thomson Télévision (Angers)

LA 3^e SEMAINE DE GRÈVE

Des manifestants devant le Palais de jusitce...

Les travailleurs de Thomson piquets de grève. Il est vrai que Télévision Angers, en lutte pour les grévistes avaient envahi les 1 500 F d'augmentation de marches du palais et manifesté salaire, dont 500 F immédiatedepuis l'usine avec l'appui de ment, viennent de voter la reprinombreux militants de la locase du travail après trois lité. Mais le lendemain, la direcsemaines de grève. tion a obtenu finalement l'au-Cette 3^e semaine avait débutorisation de faire appel aux té par le lock-out des 900 salaforces de l'ordre pour évacuer

riés de la production, mardi 30 janvier, ce lock-out constituant pas levés dans les 24 heures. une tentative de la direction pour opposer salariés grévistes et non-grévistes et pour amener dans son camp une partie des grévistes « à temps partiel ». Dans le même esprit, des cadres non-grévistes appelaient à une contre-manifestation devant le tribunal le mercredi 31 pour exiles appelant à les rejoindre. ger la « reprise de l'activité » ; Des collectes étaient aussi ils ont été 150 à 200 à manifes-

fournisseurs ayant été rameutés. Ils ont été pour leurs frais ce jour-là, le tribunal ne s'étant pas prononcé pour l'expulsion des

ter, des sous-traitants et des

les piquets si ceux-ci n'étaient

Les grévistes ont résisté à toutes ces pressions visant à leur faire abandonner le « blocus » des portes. Et ils ont continué à s'adresser aux salariés des entreprises voisines, Thyssen et Allied Signal (Bendix) notamment, en distribuant des tracts

organisées, au péage de l'autoroute et à la porte des entreprises. Du côté de la direction, c'était l'entêtement : aucune augmentation de salaires. Par contre, elle proposait de parler

« aménagement du temps de travail ». Les grévistes sont restés tellement méfiants à l'égard de ces paroles avec la direction que, vendredi 2 février, ils ont fait reporter de quelques heures un Comité d'entreprise qui se serait déroulé en leur absence.

L'occupation de l'usine a duré encore tout le week-end des 3 et 4 février suivie avec intérêt par de nombreux salariés d'Angers venant apporter leur soutien moral et financier. Mais l'Etat est plus rapide à envoyer les CRS contre des grévistes qu'à agir pour obliger les patrons à embaucher, et le lundi matin à 6 heures une centaine de CRS ont débarqué pour « libérer » l'usine.

La grève n'en a pas moins continué ce jour-là avec un piquet devant l'entrée principale, une manifestation en ville et la préparation d'une manifestation interprofessionnelle



... et des contre-manifestants (cadres non-grévistes, soustraitants et fournisseurs).

pour le lendemain devant Thomson, à l'appel des syndicats CGT et CFDT.

Le patron, refusant toujours de discuter salaire, a proposé par voie de presse un système d'intéressement qui ne trompe personne, et une prime de 1 000 F pour ceux qui fractionneraient leurs congés... fractionnement que les salariés avaient déjà rejeté par la grève.

Mardi 6 février, après avoir tenu trois semaines, les grévistes ont voté la reprise pour le lendemain, faute d'avoir obtenu assez de renforts à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise, pour faire céder une direction farouchement opposée aux augmentations salariales... Mais, si les feux ont été balayés par les CRS, ça n'empêche que les braises restent chaudes et que beaucoup n'imaginent pas cette grève sans une suite...

Correspondant LO

Thomson CSF TSI (Toulouse)

DES MIETTES SALARIALES **QUI NE PASSENT PAS**

L'usine Thomson-CSF TSI de Toulouse a connu trois semaines d'agitation sur les salaires fin janvier. Cette « entité » compte 720 personnes sur un site où cohabitent, dans neuf filiales différentes, environ 1 000 personnes. Du fait de la filialisation, cette année les discussions sur les salaires ont à reprendre le travail. lieu à l'usine et non pas au niveau central.

Le 16 janvier, au lendemain de la première réunion salaires, un débrayage était organisé par les syndicats. A ce débrayage nous étions 300. Un noyau d'une centaine attendait ce mouvement depuis les grèves et manifestations de novembredécembre, persuadés que ça allait continuer sur les salaires. L'ambiance était bonne, des ingénieurs participaient et sur 620 personnes présentes réellement, nous nous sentions nombreux.

Le 23, à l'occasion du Comité d'entreprise, un nouveau débrayage était organisé avec sono, casseroles, trompettes, et un affichage massif de slogans et de dessin auquel participèrent en particulier les ouvriers. Le cortège se rendit à la direction, puis les syndicats invitèrent

Le 25, même scénario. Cette fois-ci les grévistes (250) étaient bien décidés à rester dans la salle des négociations... mais au bout de dix minutes d'ordres et de contre-ordres, les responsables syndicaux réussirent à faire reprendre le travail. Une demi-heure plus tard, les négociations étaient terminés avec 100 F d'augmentation plancher, et les responsables appelaient à un nouvel arrêt de travail... puis après un bref-compte rendu, à reprendre de nouveau le travail; mais personne ne bougeait. Voyant cela, un responsable syndical appelait à revenir à la direction... puis sous prétexte que tout le monde ne suivait pas, nous arrêtait à nouveau. Tout s'est terminé ce jour-là dans la confusion et le mécontement.

Le lendemain, certains revinrent coller des billets de 100 F photocopiés, avec commentaires... en espérant que les responsables syndicaux pousseraient à continuer les actions.

Depuis, il n'y a eu aucun appel. Le 7 février devait avoir lieu une nouvelle réunion salaires. L'ambiance est retombée, mais le mécontement est toujours aussi grand, et pour beaucoup ce n'est pas fini. D'autant plus que les techniciens ont décidé, à cinquante, de faire un tract et de l'agitation contre les heures supplémentaires gratuites.

Correspondant LO

Echos des entreprises

Quand humanitaire rime avec publicitaire

La Poste se vante de par- d'elle-même. Elle voudrait rainer cette année encore des opérations humanitaires : UNICEF, Croix-Rouge, Téléthon, AIDES... En fait, ces diverses campagnes pallient le désengagement de l'État du financement de la santé publique, du logement...

sert de ces parrainages pour donner une bonne image

faire croire qu'elle lutte contre l'exclusion, alors que dans le même temps elle supprime massivement des emplois de titulaires, qu'elle remplace par des contractuels sous-payés et licenciables à merci.

Drôle de façon de lutter La Poste, quant à elle, se contre la misère et la précarité!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière PTT Nantes

Leur dialogue et le nôtre

« l'optimisation », espacer certaines vérifications et contrôles d'installations de sécurité. Rien ne justifie ce projet et cela se traduira forcément par moins de sécurité! Et aussi évidemment, par une réduction à terme, des effectifs au SES... C'est pour cela que le projet a été conçu!

Alors tous ceux concernés, au SES proche banlieue, nous nous sommes réunis et

La direction voulait, avec nous sommes allés au bureau du directeur de région lui parler à « deux doigts des moustaches ». Celui-ci a précipitamment pris son manteau et s'est enfui; des maîtreschiens ont été appelés aussitôt.

> Voilà ce qui s'appelle le dialogue?

> En attendant, nous avons obtenu que l'optimisation soit figée!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Paris-Saint-Lazare



VERS LA RESTRUCTURATION DES INDUSTRIES D'ARMEMENT... AUX FRAIS DES TRAVAILLEURS

En présentant ses vœux, Chirac avait évoqué l'« indispensable restructuration de nos industries d'armement ». Un récent numéro de L'Express indique qu'« après la Sécurité sociale, Alain Juppé doit s'aventurer sur un autre champ de mines, celui de l'industrie de défense. Avec près de 50 000 suppressions d'emplois à la clef. » Et un ancien membre du cabinet du ministre de la Défense, aujourd'hui chez Matra, compare la restructuration attendue dans ce secteur à celle qu'a connue la sidérurgie dans le passé.

Depuis toujours l'industrie d'armement a fonctionné comme une zone entièrement protégée par l'État pour le bonheur d'une toute petite poignée de très gros industriels, Alcatel-Alsthom, Thomson, Dassault, Aérospatiale, Matra, entre autres, assurés par des lois de programmation militaire que leurs produits trouveraient un financement jusqu'au terme de leur réalisation, et cela quoi qu'il en coûte.

En effet, entre le budget militaire annoncé et la réalité, il a toujours existé une forte dérive des prix. Ainsi, dans la loi de programmation militaire 1987-1991, il était annoncé, pour une vingtaine de grands programmes, dont six programmes nucléaires, le Rafale et le char Leclerc, un coût annuel de 103,35 milliards de francs et on prévoyait un coût final de 590,2 milliards de francs. Or la loi de Finances 1991 indiquait qu'il en coûterait finalement 753,1 milliards de francs.

Et combien en réalité ? En 1989, le président de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale estimait que les engagements contenus dans cette loi exigeraient 1 600 milliards de francs jusqu'à l'an 2000. Et l'économiste qui indique cet exemple souligne que « cette somme ne concerne que les l'occasion pour obtenir des n'est pas nouvelle. Elle a déjà

dépenses d'équipement, qui représentent 53 % des dépenses totales inscrites au budget militaire. Il faudrait donc presque doubler ces 1 600 milliards de francs pour obtenir les dépenses militaires totales d'ici l'an 2000. » Soit, en arrondissant, 3 000 milliards de francs, c'est-à-dire 300 milliards par an, que l'État a, jusqu'à présent, trouvés quoi qu'il arrive, quitte à prendre sur d'autres postes, l'éducation, la santé, le logement, etc.

Et pourtant officiellement le budget militaire, qui se partage en gros pour moitié en budget de fonctionnement et budget d'équipement (dans · lequel s'insère le nucléaire), en progression constante, n'est censé avoir évolué que de 174,2 milliards de francs en 1988 à 202,2 milliards de fabricants de missiles (les francs en 1995. Soit, pour cette année, une différence de 100 milliards. Elle s'explique par la ventilation, sur d'autres postes du budget de l'État. de dépenses qui de fait font partie des dépenses militaires. Et même là, on est peut-être encore loin du compte réel... car, avec l'industrie d'armement, on se trouve, du moins jusqu'à présent, dans un monde industriel qui dispose d'une vie autonome hors de toutes les contingences. Les notions de déficit, de concurrence, invoquées à

sacrifices des travailleurs, n'entrent pas ici en ligne de compte.

Mais, en ces temps où l'État connaît des difficultés de trésorerie pour alimenter les caisses des plus riches, on retrouve tout d'un coup un discours qui n'avait pas cours. Depuis l'annonce du déficit de 12 milliards de GIAT Industries, on nous explique que cette industrie, longtemps classée au troisième rang mondial, aurait traîné à se restructurer et ne serait plus compétitive. On cite en exemple l'industrie américaine qui, elle, aurait su faire changer de mains 400 milliards de francs, en rapprochant Hugues et General Electric, ou Lockheed et Martin Marietta, tout en supprimant... 600 000 emplois.

En France, avec trois « missiliers » Aérospatiale et Thomson), deux avionneurs (Dassault, Aérospatiale), deux électroniciens (Thomson, Dassault), les entreprises seraient trop nombreuses. Et il deviendrait urgent de les rapprocher : il est question d'un mariage à l'essai entre Dassault et Aérospatiale.

Et les experts de mauvais augure aimeraient que le gouvernement « ait le courage » maintenant de supprimer des dizaines de milliers d'emplois. Voilà une chanson qui



Dassault qui a toujours su obtenir des rafales de commandes.

été servie dans tous les secteurs de l'économie française pour protéger les profits des gros industriels en faisant peser les difficultés de trésorerie de l'État sur les travailleurs, en les réduisant au chômage.

La ficelle est d'autant plus grosse que l'industrie de l'armement n'a pas hésité à supprimer, entre 1982 et 1993, 90 000 emplois directs, soit un pourcentage de 31 % alors que, dans le même tem, l'industrie privée en avait supprimé 20 %.

En attendant, la fermeture de certains des sites travaillant pour l'armement et qui emploient, directement

ou indirectement, 320 000 travailleurs, transformerait certaines villes en villes-fantômes. Mais cela ne fait pas sourciller les vautours de la guerre. Pourquoi en serait-il autrement? Ces gens-là ne sont même pas gênés de réaliser leurs bénéfices en semant la mort dans les conflits de la planète.

Quant à conclure qu'il serait préférable, possible et utile, à la place de ce bric-àbrac dangereux ou inutile, de reconvertir ces industries et de fabriquer des objets nécessaires à la vie de tous, ils n'ont pas assez d'imagination pour ça.

Jacques FONTENOY

Échos des entreprises

Encore raté!

Début janvier, la direction générale d'EDF a envoyé à tous les chefs d'unité des directives (confidentielles) qui définissent l'attitude à adopter en cas de guerre, euh... de

grève. En 213 points, la hiérarchie est chargée de jouer les flics, entre autres de ficher les agents et leur appartenance syndicale, de « faire preuve de fermeté en sanctionnant les débordements après définition

des lignes jaunes », de « se munir d'un Polaroïd, (...) d'un magnétophone discret », etc.

D'ores et déjà, la direction générale peut constater qu'elle est entourée « d'éléments peu fiables », son manuel antigrève confidentiel s'étant très très rapidement retrouvé entre les mains... des salariés!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière EDF-GDF Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine)

Dans les entreprises



Clecim, à Saint-Chamond, semble vouloir passer outre au constat de carence dressé contre son plan de licenciements par la Direction départementale du travail et de l'emploi. Ce plan comporte la menace de fermeture du site de Saint-Chamond, qui se traduirait par 136 licenciements et 140 mutations vers les autres sites de Clecim à Montbrison (Loire) et Cergy-Pontoise (Val d'Oise).

Alors que le constat de carence était porté à la connaissance de Clecim le 24 janvier, lors de la dernière réunion du Comité Central d'Entreprise tenue à Cergy mardi 6 février, le PDG de Clecim, Lebard, prétendait en faire la troisième réunion statutaire, suite au dépôt du plan de restructuration au CCE du 12 décembre.

Evidement, les délégués au CCE ne pouvaient accepter cet oukase et quittaient la séance.

S'agit-il de la part de Clecim d'une menace d'imposer les licenciements, qu'ils retireraient devant un plan présenté par l'État, qui se voudrait « moins meurtrier », en espérant que les salariés acceptent ainsi ce qu'on leur présenterait alors comme un moindre mal? Il est encore trop tôt pour le dire.

Signalons qu'à l'entreprise SOFRESID de Montreuil en Seine-Saint-Denis elle aussi, comme Clecim, filiale du groupe britannique DAVY, le même PDG a présenté un plan de 305 licenciements sur un effectif de 1 200 personnes.

Les salariés de Saint-Chamond sont bien conscients que seule leur mobilisation

peut faire reculer leurs patrons. Ils étaient tous présents lors de la manifestation de Saint-Chamond le mercredi 31 janvier. Même les 20 à 30 salariés des entreprises de sous-traitance travaillent dans les bureaux de Saint-Chamond étaient présents. La manifestation regroupa des travailleurs d'autres entreprises de la ville, des retraités : près d'un millier de personnes ont parcouru les rues de la ville. La partie Clecim de ce cortège était la plus dynamique, des chanson étaient reprises, brocardant les hauts responsables de Clecim et réclamant de mettre le PDG, Lebard, « au placard ».

Ce sont effectivement des gens nuisibles, à ne pas laisser agir à leur guise!

Correspondant LO

En direct du couloir de la mort

de Mumia Abu-Jamal

militant noir américain Mumia Abu-Jamal depuis l'été 1995, pendant lequel s'était développée une campagne pour empêcher son exécution.

Mumia Abu-Jamal a été, en effet, condamné à mort en 1982, un tribunal l'ayant jugé coupable de l'assassinat d'un policier blanc à Philadelphie, lors d'un incident qui avait eu lieu l'année précédente. Depuis, Abu-Jamal et ceux qui le soutiennent s'efforcent de faire réviser un jugement qu'ils dénoncent comme complètement truqué. Une opinion partagée par bon nombre de juristes, sans compter tous ceux qui se sont mobilisés pour l'aider à obtenir cette révision.

Depuis 1982, Mumia Abu-Jamal est relégué dans l'aile réservée aux condamnés à mort dans une prison de Pennsylvanie. D'où le titre de l'ouvrage qui comporte à la fois des petits récits sur les horreurs au quotidien de la prison et des textes brefs sur l'attitude de la police, de la justice et du

On connaît un peu mieux le système carcéral envers les condamnés et sur le racisme profond qui imprègne ces institutions. Les récits un peu personnels sont très pudiques, mais possèdent une grande force.

L'ensemble nous fait toucher du doigt ce que vaut le système qui jette dans la misère et dans des situations sans issue des millions de gens, les isole par le racisme quand il s'agit des Noirs essentiellement, mais aussi des Hispaniques.

En plus des textes de Mumia Abu-Jamal, on trouve des indications sur les prisons américaines (peuplées de 1,5 million de prisonniers, dont plus de la moitié sont des Noirs), et un rapport assez détaillé de son avocat sur sa situation juridique (indiquant comment des prisonniers, des juges et un gouverneur se sont acharnés contre lui parce que militant actif).

Jean MASSARDIER En direct du couloir de la mort, de Mumia Abu-Jamal, La Découverte, 240 pages,

IUFM du Rectorat de Créteil (Val-de-Marne)

PAS D'ÉCONOMIES SUR NOTRE DOS!

rectorat de Créteil connaît une plongeon c'est aussi une bonne petite agitation au sein de formation, elle est même fait des économies dans l'Édul'IUFM (Institut Universitaire meilleure ». Le problème c'est cation nationale. Mais cette de Formation des Maîtres).

Pour cause : le recteur a livrées avec. décidé, au mépris de tous, et en plein milieu d'année scolaire, de supprimer l'année de formation des 70 futurs professeurs de lycées professionnels. Pourtant cette formation, qui permet aux nouveaux enseignants de prendre en main les classes petit à petit, en restant sous la responsabilité d'un professeur chevronné, est reconnue de qualité.

Le recteur veut les aligner sur ce qui se passe pour la formation des professeurs de lycées classiques : la prise en main directe, dès le début, d'une classe, à raison de 6 h par semaine. L'argument du que les bouées ne sont pas décision nous est restée en tra-

Le recteur insiste beaucoup pour affirmer qu'il est l'employeur. Et comme tout employeur, il est motivé par des soucis de gestionnaire. Tant pis si cela doit se faire aux dépens des profs et des élèves. Il lui faut placer 480 heures de cours supplémentaires, l'année prochaine. Or lorsqu'on est en formation, on ne comble pas de poste, à la différence des profs de lycées classiques qui comblent un tiers de poste (6 h par semaine) pendant l'année de formation. Son objectif est de boucher les trous sans créer de postes nouveaux

Cette politique n'est bien sûr

Depuis plus d'un mois le recteur c'est : « Faire le grand pas propre au rectorat de Créteil, c'est à l'échelle du pays que l'on vers de la gorge. Depuis un mois nous organisons des assemblées générales. Une campagne de pétition a déjà recueilli 600 signatures parmi les profs des lycées professionnels de l'académie de Créteil. Nous avons été reçus trois fois en délégation au rectorat.

Lors de la dernière entrevue, c'est à 50 que nous nous sommes retrouvés au bas du rectorat. La bagarre semble difficile mais nous sommes déterminés à la poursuivre, et nous avons saisi cette occasion pour faire savoir à « notre employeur » que ses employés n'étaient pas du tout contents de lui. Copie à revoir!



Dans le monde

Bosnie

L'hypocrite « découverte » des charniers

LA CRAPULERIE **DES DIRIGEANTS** DE L'IMPÉRIALISME **N'EST PAS** UNE RÉVÉLATION

Les institutions internationales de l'impérialisme, ONU en tête, et derrière elles les dirigeants des grandes puissances occidentales, s'appliquent aujourd'hui à jouer la vertu outragée après leur prétendue « découverte » de vastes charniers en Bosnie. L'opération révolte par son cynisme. Car c'est une mise en scène, significative de la manière dont les dirigeants des puissances impérialistes entendent se blanchir des pires responsabilités dans ce qui s'est passé en ex-Yougoslavie.

Sous les yeux de l'ONÚ

La plupart des médias emboîtent le pas aux puissants de ce monde en faisant étalage de leur indignation toute neuve devant les son commandant en chef à relativement homogènes sur

réalité, les faits cités aujourd'hui à la Une de la presse écrite comme des journaux télévisés de 20 heures à ce propos sont avérés, établis et chiffrés, pratiquement depuis des mois.

L'enclave « musulmane » de Srebrenica, officiellement zone de sécurité protégée par les Casques bleus de l'ONU, est tombée aux mains des militaires serbes le 11 juillet 1995; et les reporters du Monde, de Libération, du Figaro, ont alors évoqué les massacres et les atrocités qui avaient lieu. Des services de renseignements américains ont donné le chiffre de 6 000 fusillés au cours des trois jours qui ont suivi la chute de la ville ; l'ONU donnait des chiffres du même ordre.

De même, en septembreoctobre, plusieurs journaux ont fait état – avec une certaine discrétion, il est vrai – de la responsabilité directe de la Forpronu; non seulement celle des Casques

cadavres de Srebrenica. En l'époque. La capture des « enclaves » prétendument protégées était prévue, pour ne pas dire programmée, et le Conseil de sécurité de l'ONU s'en lavait les mains.

> Il n'y a nulle révélation dans toute cette ignominie!

La « purification ethnique » et les buts de la guerre

Depuis le commencement du processus qui a l'ex-Yougoslavie, les massacres et la politique de terreur dans des buts d'« épuration ethnique » font partie intégrante de cette guerre. Les massacres des Musulmans de Srebrenica sont venus après toute une série sinistre d'autres massacres de Musulmans de Serbes aussi (sur le territoi-

le plan ethnique – ce qui, étant donné le mélange intime des populations dans presque toute l'exse réaliser que par la violence et la terreur, en prenant les diverses populaprocédant à des exterminations systématiques.

Et, depuis le début aussi, les dirigeants des puissances impérialistes ont apporté leur caution au tout - pas par ignorance, évidemment. C'est même cette politique qu'ils ont consacrée et endossée en parrainant les accords de division de la Bosnie, à Dayton (USA) et à Paris, à l'automne dernier.

Une chaîne de complicités actives contre les peuples

Aujourd'hui, à l'initiative en particulier des responsables américains enclenché la dislocation de et de l'administration Clinton lancée dans sa campagne électorale, les médias sont mobilisés pour essayer de donner quelque crédibilité au tribunal international institué à La Haye et qui depuis des années végétait pour la forme. Oh, il a réuni des piles de dossiers, Bosnie, de Croates et de d'enquêtes et de contre enquêtes, inculpé sur le re de la Croatie notamment). papier les dirigeants ayant lui-même présidé aux massacres de Srebrenica); mais, à part un ou deux sous-fifres qui lui avaient été livrés, ce « tri-Yougoslavie, ne pouvait bunal » n'a les moyens concrets de juger personne réellement.

Alors, on veut faire croitions en otages, en re au bon public que les responsables américains comme le ministre Warren Christopher et les représentants de l'ONU (laquelle a bien besoin de se refaire une vague virginité) se sont sérieusement attelés à la

tâche de « réunir les preuves des crimes de guerre », et de faire remettre les criminels à la « justice internationale ». Warren Christopher aurait déclaré au dictateur de Belgrade, Milosevic, que les sanctions économiques contre la Serbie ne seraient définitivement levées que lorsqu'il aurait « coopéré » et extradé les criminels de guerre. Pour faire bonne mesure, son homologue croate, Tudjman, est prié aussi de cesser de protéger son général Blaskic, accusé lui aussi de son côté.

Une envoyée de l'ONU inspecte l'un des sites où

gisent des corps décomposés

Ainsi – dans le même esprit qui avait inspiré la tenue du Tribunal de Nuremberg pour juger les crimes nazis à la fin de la Deuxième Guerre mondiale – les massacreurs Karadzic, Mladic, Blaskic (pour lesquels, cela va sans dire, on ne saurait éprouver nulle compassion!) sont en passe de servir à une mise en scène destinée, à la fois, Les différents chefs de serbes-bosniaques Ka- à dédouaner et à consolider bleus hollandais présents sur guerre locaux ont entrepris radzic et Mladic comme l'étage de responsabilités place mais plus encore celle d'ériger leurs fiefs respec- « criminels de guerre » (le au-dessus d'eux (les assasdu général français Janvier, tifs en se créant des zones dernier en particulier sins en chef, désormais considérés comme des chefs d'État présentables, les Milosevic, Tudjman...), et à présenter les chefs de l'impérialisme comme de vertueux justiciers...

Décidément, la paix armée que les puissances impérialistes mettent actuellement (et sans doute provisoirement) en place dans l'ex-Yougoslavie, se trame elle aussi une fois de plus sur le dos des peuples, et pour leur malheur.

Christiane LE GUERN



A Tuzla, une femme, réfugiée de Sbrebrenica, jette des pierres sur un immeuble officiel, pour protester contre le silence qui entoure le sort de ses proches disparus